

Extrait du site UGTG.org

url : <http://ugtg.org/spip.php?article819>

Guadeloupe & Etats Généraux : Déclaration de Travayè & Pèyizan

- Actualité -

Date de parution : 29 novembre 1999

Date de mise en ligne : dimanche 22 mars 2009

Mis à jour le : lundi 23 mars 2009

UGTG.org

TRAVAILLEURS, JEUNES, PEUPLE DE GUADELOUPE,

Depuis le 20 janvier notre pays connaît un bouleversement sans précédent que tout le monde qualifie de mouvement historique.

[{JPEG}]

La Gwadeloup sé tannou.

A l'appel de 48 organisations, syndicales, politiques, d'associations culturelles, de défense des consommateurs, de l'environnement ; les travailleurs, les jeunes, les personnes atteintes de handicap, les retraités, les artistes et les créateurs, les paysans et les agriculteurs, les marins-pêcheurs, les artisans et les petits patrons font irruption sur la scène politique, démontrant ainsi que la Guadeloupe est à **Nou**.

Après avoir assisté aux 3 premiers jours de négociation en direct, à la radio et à la télé, ils comprennent rapidement le jeu, l'irresponsabilité et le mépris du patronat, des élus et du représentant de l'Etat français à leur endroit. Ils voient tout de suite où se trouve le camp des profiteurs, le camp des pwofitasyon, le camp des malfaiteurs, **kan a Yo**.

Face à cette situation, à l'appel du collectif **Liyannaj Kont Pwofitayon**, qu'ils reconnaissent comme leur direction dans la lutte, ils manifestent par dizaines de milliers, 25 000, puis 40 000, et 100 000 ; la semaine du 16 au 20 février ils se soulèvent contre l'agression perpétrée sur les barrages par les milliers de gendarmes mobiles dépêchés en Guadeloupe par l'Etat français et ce avec la complicité de certains élus.

Ils échangent entre eux, **yoka bokanté**, s'organisent pour face à la situation : pénurie de certaines denrées, d'essence... La population renoue avec la production nationale Guadeloupe qu'elle trouve en quantité, en qualité à la demande de LKP.

Promouvoir de nouveaux rapports sociaux

Cette mobilisation qui continue, même si la grève générale est suspendue, impose à l'Etat français, aux collectivités la signature, le 26 février, d'un accord interprofessionnel augmentant les bas salaires de 200 Euros ; accord imposé sur le terrain au patronat.

Elle impose, le 4 mars, la signature d'un protocole d'accord général.

Promouvoir de nouveaux rapports sociaux c'est ce qu'exprime le préambule de cet Accord régional interprofessionnel, Jacques BINO :

« Considérant que la situation économique et sociale actuelle existant en Guadeloupe résulte de la pérennisation du modèle de l'économie de plantation

Considérant que cette économie s'appuie sur des rentes de situation de monopole, des abus de positions dominantes qui génèrent des injustices

Considérant que ces injustices touchent aussi bien les travailleurs, que les acteurs économiques endogènes (...)

Considérant la nécessité de faire tomber tous ces obstacles en instaurant un ordre économique nouveau prônant une revalorisation du travail de chacun (chefs d'entreprise et salariés) et promouvant de nouveaux rapports sociaux

(...) »

Plus rien ne sera comme avant

A travers ce mouvement, et tout un chacun le reconnaît, le peuple signifie à sa façon que plus rien ne sera comme avant, plus rien ne peut être comme avant.

Ce sentiment, ce liyannaj, trouve son origine à travers des combats que les travailleurs de Guadeloupe avec le soutien d'une partie de la population ont été conduits à mener pour maintenir l'indépendance des organisations syndicales, pour résister à la répression anti-syndicale, à la discrimination raciale, aux licenciements....

Cette résistance s'est manifestée notamment par :

- le combat pour l'indépendance des organisations de la classe ouvrière, des syndicats en particulier, contre le dialogue social de compromission, contre la collaboration de classes à travers les forums sociaux ;
- le **combat** pour le **respect du 27 mai** symbolisé par le combat pour la **libération de Michel Madassamy** en fin mai et début juin 2001 ;
- des **conflits longs et difficiles** comme ceux de la banane, de **Carrefour-Destrelland**, de Danone, où les travailleurs et leurs organisations se trouvent toujours confrontés au mépris des patrons békés soutenus par le pouvoir colonial qui n'hésite pas à mettre systématiquement des dizaines de policiers et de gendarmes mobiles à leur disposition.
- le **combat aux côtés** des ex-salariés de la **Ferme de Campêche** pour la préservation de leur outil de travail et la préservation des terres agricoles de Guadeloupe.
- le **combat** pour l'**Union Libre des Peuples Libres de la Caraïbe** impulsée par l'**Association des Travailleurs et des Peuples de la Caraïbe, ATPC**, créée en décembre 2002 en Guadeloupe, symbolisé notamment à travers le combat pour la souveraineté du peuple d'Haïti (**Défendre Haïti c'est nous défendre nous-mêmes**)
- la **révolution en marche** en Amérique du sud, en Bolivie, au Venezuela, en Equateur,....

LKP : PLIS KI ON LIYANNAJ, ON LESPWI

Ce liyannaj trouve son expression aujourd'hui, à travers cette mobilisation que nous connaissons de puis 2 mois, à travers l'unité de ces 48 organisations, à travers cette communion entre LKP et le peuple.

On lespwi ki fè moun dépalé, ki fè moun di la vérité, qui impose l'aveu des élus :

« ...nous ne sommes pas entendus au Parlement... »

« ...Le mouvement initié par LKP est parvenu à obtenir ce que les parlementaires se sont épuisés en vain à demander au gouvernement, en particulier un contrôle renforcé des prix des carburants... » :

Intervention du député et Président de Région, Victorin LUREL lors de la signature du Protocole d'Accord de suspension de la grève générale le 4 mars 09, reprise par le quotidien France Antilles du 6 mars 09.

NI ETATS GENERAUX, NI ASSISES, NI CONGRES, NI CONSULTATION, NI ARTICLE 73, NI ARTICLE 74...

Depuis quelques semaines, depuis que le président de l'Etat français a repris, le 19 février, l'idée d'Etats généraux lancée par les Présidents des Conseils général et régional, nous assistons à une certaine agitation politique de la part du ministre des colonies, du préfet, des élus mais aussi de certaines organisations politiques.

Alors qu'ils passent leur temps à mépriser les travailleurs et la jeunesse, alors qu'ils viennent de démontrer leur incapacité à résoudre les problèmes auxquels les masses sont confrontées, alors qu'ils passent leur temps à soutenir les institutions coloniales basées sur la discrimination raciale de puis 400 ans (dernière en date leur attitude concernant les propos de E. Domota à l'égard des Békés), les voilà subitement en train de nous concocter un « avenir » à travers leurs états généraux, leurs assises, leur congrès, leur consultation, à travers les institutions françaises.

Et voilà qu'ils continuent à faire comme avant.

N'ont-ils pas compris le message ? Ont-ils la mémoire courte ?
De quel droit ? Qui leur a confié un mandat pour cela ?

Mais comment peuvent-ils faire autrement, inféodés qu'ils sont aux institutions coloniales ?

DROIT DU PEUPLE GUADELOUPEEN A DECIDER LIBREMENT DE SON AVENIR !

Les militants de Travayè é Pèyizan affirment que ce qui se passe depuis le 20 janvier est un véritable mouvement de lutte de classe. La plateforme de revendications élaborée par le collectif en liyannaj avec les masses populaires exprime la volonté du peuple guadeloupéen d'en finir avec l'oppression sociale et l'oppression nationale.

Il lui appartient de définir la forme, le rythme et les délais de tout changement ! Et nous réaffirmons que seul le peuple de Guadeloupe peut dire ce qui est bon pour lui, par ses propres canaux, à travers des instances qu'il mettra lui-même en place, qu'il construira lui-même !

Le mouvement initié le 20 janvier nous démontre aussi que le peuple, les travailleurs ont besoin à leurs côtés d'élus à leur service, d'élus responsables devant eux qu'ils peuvent contrôler et révoquer à tout.

Et les militants de Travayè é Pèyizan estiment que seule une Assemblée Nationale Constituante peut répondre à ce besoin. Et ils pensent que pour mener à bien le combat pour cette Constituante il est nécessaire de disposer d'un outil qui oeuvre en ce sens : une organisation, un parti, un front, ...

Ils pensent à la construction d'un parti indépendant ; indépendant des institutions, qui lutte pour l'indépendance de la classe ouvrière, pour l'unité du peuple, pour l'Union libre et fraternelle des peuples de la Caraïbe....

Ils soumettent cette proposition à la discussion.

Abymes le 23 mars 2009.